

**Intervention de M. Mohammed Tawfik MOULINE
à la conférence Ribat Al Fath pour
le développement durable
Quel contrat social pour le Maroc ?**

20 décembre 2018



En ouverture de la conférence organisée par l'association Ribat Al Fath pour le développement durable, le 20 décembre 2018, il a été procédé à la présentation des acquis et des insuffisances du modèle actuel de développement du Maroc.

En se basant sur le diagnostic effectué, il m'a été proposé de réfléchir à la question du contrat social. L'objectif poursuivi est de "bâtir un avenir économique et social durable" pour le Maroc.

Les progrès économiques et sociaux devant être fortement liés, la réflexion sur le contrat social, pour qu'elle soit pertinente, ne devra pas se limiter aux aspects du marché du travail, du dialogue social et de la protection sociale. En posant la question du contrat social, c'est aussi la problématique du modèle de développement qui est soulevée.

Le modèle de développement est un ensemble de représentations. C'est une vision de long terme de l'économie et de la société, déclinée en politiques publiques et en stratégies sectorielles. Complexe dans sa conception, un modèle de développement a un caractère multidimensionnel.

La question du modèle de développement a été posée au niveau international suite à la crise économique et financière de 2008. Il fallait s'interroger sur la résilience des économies dans un contexte de crise et de chocs exogènes. Le ralentissement de l'économie mondiale qui a suivi la crise financière internationale a engendré une montée du chômage qui a créé une angoisse, particulièrement, au niveau des jeunes.

Dans le cas du Maroc, le modèle de développement est également interrogé suite aux orientations contenues dans le Discours Royal au Parlement du 13 octobre 2017. La croissance économique qui s'est ralentie est peu créatrice d'emplois et reste génératrice d'inégalités dans un contexte marqué par la recherche d'un bien-être social et par l'amorce d'une tendance à l'autonomisation de l'individu. Elle n'est pas soutenue par des gains en termes de productivité. Le développement économique porte, par ailleurs, préjudice à l'environnement malgré le développement accéléré des énergies renouvelables.

S'agissant du mode opératoire, la question du modèle de développement et celle du contrat social ne peuvent être appréhendées qu'en fonction des évolutions structurelles et sous l'angle de l'économie politique. Dans la présente note et parmi les acteurs de cette économie politique, l'accent sera mis davantage sur le rôle de l'Etat.

Partant des considérations précédemment citées, il serait opportun, tout en maintenant le choix d'une économie de marché, ouverte sur l'extérieur et dotée de mécanismes de régulation, de jeter les bases d'un développement économique inclusif et durable. Pour cela, le modèle de développement mais aussi le contrat social devraient se baser sur les deux éléments ci-après : **le capital immatériel et la compétitivité globale**, définie comme étant la compétitivité de l'ensemble du pays et pas seulement de l'entreprise marocaine. Ces deux éléments sont interdépendants : le capital immatériel pourrait être un véritable socle des avantages compétitifs du Maroc et un des piliers de sa cohésion sociale.

1. Action des pouvoirs publics sur l'individu

Pour assurer sa réussite, le contrat social devrait viser la promotion du développement personnel des individus. A cet effet, il faudrait accroître la capacité de penser, renforcer l'autonomie, développer l'empathie, le respect de la différence et l'interaction avec autrui ainsi que la faculté de réconciliation. Des solutions nouvelles devraient être recherchées, mettant en valeur la diversité.

❖ Donner une nouvelle impulsion au processus d'édification du contrat social

- **Baser ce contrat social sur les valeurs de progrès**, en approfondissant l'ancrage des Marocains aux valeurs de la citoyenneté, du travail et de la méritocratie et en mobilisant les forces vives de la nation autour d'objectifs communs partagés.
- **Favoriser le changement du rapport au travail**, moyennant la diffusion de la culture "économique", la promotion de l'esprit d'initiative et de responsabilité, l'établissement d'un lien sans ambiguïté entre travail et enrichissement, tant personnel que collectif, mais aussi, la valorisation des "success stories".
- **Promouvoir l'esprit de l'entrepreneuriat**, en démontrant que ce sont surtout les entreprises qui, à long terme, créent la valeur ajoutée et l'emploi et que la libre entreprise est accessible à une part importante de la population qui y trouverait une grande source d'épanouissement.

❖ Préparer le capital humain au monde de demain

Le capital humain devrait être préparé à un monde de demain, de plus en plus complexe et pour relever les défis actuels et futurs qui interpellent le développement du Royaume. Outre la résolution des problèmes rencontrés par le système éducatif, il serait primordial de s'atteler à la réalisation des objectifs suivants :

- L'éducation à la transculturalité et au respect de la différence.
- Le développement de l'autonomie et de la personnalité.
- L'exploration des aptitudes et des intelligences multiples.

Il faudrait, en outre, donner la priorité à l'éducation préscolaire et à l'amélioration du niveau et de la qualité de l'enseignement afin d'aligner, à terme, les performances du système marocain d'éducation-formation sur les standards internationaux.

Il est essentiel de faire de la formation des enseignants et l'amélioration de leur statut social ainsi que de la formation professionnelle, tout au long de la vie, des préoccupations essentielles et d'asseoir les bases d'une bonne gouvernance du système d'éducation-formation. Il faudrait aussi rendre le métier d'enseignant attractif pour les meilleurs étudiants et importer du capital humain, en attendant que les réformes produisent leurs impacts.

De plus, il importe de mieux valoriser le capital humain en intensifiant la lutte contre l'analphabétisme des adultes et en développant les aptitudes cognitives et physiques des Marocains, en vue de leur permettre de contribuer valablement à l'essor de leur patrie. La protection sociale devrait être élargie en respectant, toutefois, les règles de la bonne gouvernance.

❖ **Développer l'anticipation**

Le Royaume aurait intérêt à former une nouvelle génération éduquée au futur, capable d'appréhender les impacts des enjeux du monde de demain afin de proposer des solutions appropriées. Cela requiert le développement :

- d'une plateforme internationale pour l'éducation au futur et l'intégration de celle-ci dans l'éducation nationale dès la première année de l'école obligatoire,
- de chaires de prospective, au niveau des universités marocaines afin de permettre aux étudiants d'apprendre à penser la complexité,
- de "récits stratégiques nationaux", offrant une vision claire du futur,
- d'applications du style "*Future OPS*", permettant d'expliquer, d'engager et de visualiser le futur.

❖ **Accorder plus d'intérêt à la jeunesse**

Dans le but d'assurer une meilleure intégration de la jeunesse dans la société et de prévenir sa radicalisation, il faudrait favoriser la prise en compte des jeunes et de leurs mouvements dans les activités qui les concernent, mettre en place des formations au bénéfice des jeunes filles, notamment pour leur permettre d'accéder aux fonctions électives et lutter contre la banalisation médiatique de la violence. Il faudrait aussi créer un service obligatoire pour les jeunes qui soit civil et non militaire et favoriser la mise en place de brigades digitales de jeunes.

La jeunesse devrait être considérée comme un atout et non comme un handicap. Des mesures radicales devraient être trouvées afin de lutter contre le fléau de l'abandon scolaire et de redonner aux jeunes des perspectives d'avenir ainsi que la possibilité de croire en eux.

❖ **Mener une lutte vigoureuse et multidimensionnelle contre les inégalités afin de consolider le capital social**

La lutte contre les inégalités devrait être menée avec une approche multidimensionnelle et pas seulement sous l'angle de la pauvreté et ce, dans le but de préserver les bases d'un vivre-ensemble harmonieux et apaisé où le rapport homme-femme évolue vers plus d'égalité et où les solidarités institutionnelles sont développées.

Il faudrait mettre l'accent, d'abord, sur la réduction des inégalités éducatives et en termes d'accès aux soins de santé, du fait des effets structurants qu'elles induisent sur le capital humain et partant sur le développement d'ensemble du Maroc et revoir, en conséquence, les politiques économiques et financières.

Sur le plan de l'éducation, il faudrait agir sur les contraintes structurelles qui entravent le droit d'accès à l'école et sur l'égalité des chances entre les filles et les garçons et entre la ville et la campagne et/ou qui freinent la rétention scolaire, au niveau des collèges. Les politiques publiques d'aide sociale aux élèves démunis méritent d'être renouvelées à travers une offre intégrée (internats, cantines, bourses et transports scolaires) et des transferts monétaires conditionnels, comme l'opération "Tayssir", à condition, bien entendu, de prévoir un ciblage individualisé et un mécanisme de financement soutenable.

Sur le plan de la santé, il faudrait :

- **assurer un meilleur suivi de l'état de santé des populations** grâce à une gouvernance appropriée de l'ensemble du système de santé et à un dispositif de veille sanitaire performant,
- **instaurer une gestion rationnelle et ciblée du RAMED**, ce qui permettrait d'améliorer l'accès des populations pauvres aux soins de santé, tout en faisant baisser la pression sur les hôpitaux provinciaux et les CHU,
- **veiller scrupuleusement à la mise en œuvre équilibrée du RAMED** sur le plan territorial pour atténuer la concentration actuelle des bénéficiaires sur quelques régions du Royaume.

Sur le plan fiscal et budgétaire, il faudrait favoriser l'équité fiscale, donner la priorité, sur le plan budgétaire, aux programmes de prestations ciblées, comme les transferts conditionnels et élaborer un programme intégré de l'ensemble des filets sociaux.

Sur le plan de l'inclusion financière, il serait opportun de faciliter l'inclusion financière des très petites et petites entreprises, promouvoir les produits bancaires, destinés aux femmes, aux personnes à très faible revenu et aux populations des zones rurales, encourager l'offre de produits issus de la finance alternative.

2. Action des pouvoirs publics sur eux-mêmes

❖ Revoir la gouvernance publique

La gouvernance publique devrait être repensée, sur une base décentralisée, fondée sur l'utilisation de réseaux distribués. La subsidiarité participative devrait être privilégiée en vue de permettre à l'échelon concerné par un problème donné de le résoudre de manière autonome et participative. Il importe, également, de digitaliser l'administration afin de la rendre plus efficiente, au service du citoyen.

Le nouveau système de gouvernance devrait être plus transparent, responsable et fondé sur l'écoute et la prise en compte de l'expression des citoyens. Des plateformes collaboratives devraient être créées, permettant de recueillir des idées de solutions à des problèmes spécifiques, mais aussi de collecter des retours sur les rendus des comptes et la performance des services de l'Etat.

Le Maroc devrait revoir de fond en comble la gouvernance, notamment, des secteurs directement liés au citoyen. Pour cela, il faudrait dissocier le processus des réformes des contingences politiques et électorales, ouvrir le chantier de déploiement sur le terrain des réformes, améliorer la qualité des institutions, renforcer les capacités des acteurs publics et conditionner systématiquement l'allocation de ressources budgétaires par la réalisation des objectifs assignés aux services publics.

❖ Des processus à instaurer

Ils se rapportent à l'évaluation, à l'expérimentation et à la participation.

L'évaluation devrait concerner systématiquement les politiques publiques ainsi que les actions et les projets menés, sur le plan national et à l'extérieur des frontières. Le système d'évaluation devrait être fondé sur une grille de critères bien précis.

Pour initier le changement escompté et préparer le Maroc à un avenir meilleur, **l'expérimentation** devrait non seulement être rendue possible, mais encouragée dans le domaine politique, économique, social, culturel...

Pour favoriser **la participation**, des incitations devraient être données aux organisations qui s'ouvrent sur les citoyens. Il faudrait instaurer des mécanismes participatifs au sein des administrations publiques et évaluer les processus participatifs pour mieux les ajuster et, surtout, pour s'assurer de leur prise en compte par les décideurs. Des événements favorisant la participation nationale ou locale comme le festival des Idées... mériteraient d'être organisés.

❖ Des réflexions à lancer

Le Maroc devrait se mobiliser, à travers ses universités et ses centres de recherche, à réfléchir aux questions qui interpellent l'humanité. Ainsi, des solutions devraient être proposées pour que le Maroc puisse faire face aux enjeux suivants : la mondialité, la diversité sous toutes ses formes, le *big data* et la gestion de la vie privée, le commerce des données..., l'économie du partage et l'économie circulaire, le revenu universel de base et la redéfinition du concept du travail, l'adaptation du *design* urbain aux handicapés et aux personnes âgées, la dégradation de la santé mentale, l'amélioration des performances humaines, biologiquement et numériquement...

3. Action des pouvoirs publics sur les agents économiques

❖ Faciliter la mutation du secteur productif

A ce sujet, l'Etat devrait :

- encourager l'émergence et le développement de nouvelles formes d'économie, comme l'économie du partage, par exemple "*Sharing economy*",
- réduire la fracture entre l'économie formelle et informelle et trouver des moyens de créer des passerelles entre les deux secteurs, en assurant, notamment, une meilleure protection au travailleur dans l'informel. En effet, l'économie informelle peut offrir des aspects positifs, comme servir d'incubateur social ou de hub pour des start-ups.
- promouvoir la haute technologie, au même titre que les techniques "*JUGAAD*" qui consistent à optimiser les ressources pour s'adapter à un environnement contraignant et pour gagner en efficacité "l'art de faire plus avec moins",
- accélérer l'introduction de la *blockchain* et de la digitalisation des opérations financières dans les transactions commerciales et promouvoir de nouveaux systèmes de paiement, permettant l'accès de tous aux services financiers, à moindre coût,

Outre la réforme du marché du travail, les pouvoirs publics ne devraient ménager aucun effort en vue de trouver des solutions adéquates aux questions suivantes :

- Les retraites, la détresse psychologique au travail, les nouvelles formes d'emploi...,
- Les laissés pour compte de la mutation en cours, tout en prenant en considération le lien étroit entre les inégalités sociales et les inégalités économiques, particulièrement pour ce qui est des femmes,
- Les nouveaux modes de revenu et de distribution qui nécessitent de repenser l'emploi, voire de le déconnecter, à l'avenir, du revenu,
- Le mécénat, ses leviers, son rôle et son avenir.

❖ **Promouvoir l'entrepreneuriat et créer des écosystèmes et des hubs**

Pour promouvoir la créativité opérationnelle et la capacité d'entrepreneuriat, il serait judicieux d'accorder plus de liberté pour entreprendre, aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, d'assurer un soutien à la création et au développement des entreprises et de favoriser la mutualisation et l'entraide, à travers la conclusion de partenariats public-privé et la création d'écosystèmes et de hubs.

La mise en place, à cet effet, d'écosystèmes d'entrepreneuriat et d'innovation, fondés sur de nouveaux modèles économiques permettrait de créer des synergies entre les composantes d'un même écosystème, de développer les liens professionnels et de répondre à la question du chômage et de la création de valeur.

❖ **Accélérer l'industrialisation du Maroc, sans oublier la PME**

- **Jeter**, tout en améliorant de manière conséquente l'environnement des affaires, **les jalons d'une véritable politique d'industrialisation nationale** qui s'attaque aux freins à la croissance et aux facteurs entravant la transformation économique et le développement industriel du Maroc et qui tient compte des mutations du paysage concurrentiel international.
- **Faire du Maroc un "hub régional d'excellence" de la recherche scientifique et de l'innovation**, au carrefour des marchés africains et européens.
- **Eriger les capacités créatives et inventives**, en tant que facteurs de production à part entière et prôner, au niveau du système productif, une nouvelle culture managériale, à même de favoriser une percée à l'international des entreprises marocaines.

- **Mettre en œuvre un "*Business act*" en faveur des PME** pour leur permettre de créer le maximum d'emplois et de diversifier à l'international leur offre productive.

❖ **Réduire les impacts sur l'environnement**

- **Déployer une stratégie visant le développement de l'économie bleue** afin de renforcer la durabilité du régime de croissance du Maroc et faire du Maroc un leader au niveau régional et même international dans ce domaine.
- **Mettre en place un projet national sur le climat** et l'orienter en priorité sur l'adaptation au changement climatique. La mise en œuvre de ce projet devrait placer la question de l'eau au cœur des politiques publiques.
- **Poursuivre le développement accéléré des énergies renouvelables** et concrétiser, en parallèle, les actions programmées en matière d'efficacité énergétique.

❖ **Préparer le Maroc à l'ère digitale et anticiper les conséquences sur le plan de l'emploi**

Pour cela, il s'agit de réussir la transition vers l'ère digitale, compte tenu des avantages qu'offre le numérique en termes d'impulsion de l'innovation et de l'efficacité, de mener une approche inclusive des citoyens et des territoires dans la transformation numérique en cours et de donner une véritable importance à la gouvernance du numérique.